

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ali Bongo à la 41e Conférence générale de l'Unesco demain

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba est attendu demain à l'ouverture de la 41e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Le président de la République,

poursuit ainsi son périple diplomatique.

Ce déplacement intervient après sa participation à la 5e édition du Forum international sur les investissements tenu à Ryad, en Arabie saoudite, sa présence à la Cop 26 à Glasgow, en Écosse et sa visite de travail au Maroc qui s'achève aujourd'hui mais qui sera couronnée par un précieux

entretien qu'il aura aujourd'hui avec son frère et ami le roi Mohammed VI.

À Paris, au cours des assises de l'Unesco auxquelles il prendra une part active, le premier gabonais prononcera un discours axé sur les liens multilatéraux entre l'Unesco et le Gabon. Non sans évoquer la vision commune partagée par son pays et cet organisme onusien.

Il est à souligner que durant cette grand-messe, les 193 États membres de ladite organisation, ou leurs représentants, vont examiner à la lettre les enjeux inhérents à la préservation du patrimoine, de l'environnement et de l'éducation. Sans oublier bien évidemment d'aborder les sujets d'intérêt commun du moment dont très certainement l'actuelle pandémie mondiale, la Covid-19. Autre temps fort, et pas des



Photo: DR

Le siège social de l'Unesco.

moindres, de cette rencontre de haut niveau, l'élection des membres du Conseil exécutif et celle du directeur général. À noter que ledit Conseil a récemment approuvé la reconduction à la tête de l'Unesco, d'Audrey Azoulay. Bon à savoir, cette 41e session de la Conférence générale

de l'Unesco coïncide avec la célébration du 75e anniversaire de ladite institution internationale. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que le numéro un gabonais mettra à profit son séjour parisien pour s'entretenir avec d'autres responsables des pays membres de l'Unesco.

Santé: des objectifs de performance associés à l'exécution du budget 2022

J.K.M
Libreville/Gabon

AVEC un budget prévisionnel en baisse d'un peu plus de quarante-deux milliards par rapport à celui de 2021, le ministère de Santé entend néanmoins, en 2022, associer son action à la réalisation d'un certain nombre de performances.

Auditionné récemment par les membres de la Commission des Finances, du Budget et de la Comptabilité publique de l'Assemblée nationale, dans le cadre de l'examen du projet de Loi de finances 2022, le patron de ce département ministériel, le Dr Guy Patrick Obiang Ndong, a laissé entendre que "ce budget prévisionnel vise l'atteinte d'objectifs stratégiques nécessitant la mise en œuvre d'actions s'articulant autour de quatre programmes (Prévention et sécurité sanitaire, offre et accès aux soins, lutte contre le Sida et pilotage et soutien à la politique sanitaire)".

Ce qui sous-entend de manière globale, a-t-il indiqué, l'ambition de parvenir à réduire la mortalité maternelle et infantile, à rompre la chaîne de transmission de la Covid-19. Mais encore, la réalisation des infrastructures sanitaires, l'amélioration de la prise en charge des patients dans les structures sanitaires; le renforcement des actions de sensibilisation et de dépistage du VIH Sida en vue de réduire



Photo: Sylvain Maganga

Le ministre de la Santé, le Dr Guy Patrick Obiang Ndong, au palais Léon Mba.

les comportements et pratiques à risque de transmission sexuelle, la mise en place de la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences, etc.

Pour autant, les réactions des députés ont été très vives. D'autant qu'ils ont interpellé le membre du gouvernement sur la nécessité de trouver des solutions pérennes à la problématique de l'approvisionnement en médicaments et produits pharmaceutiques des structures sanitaires, au manque de personnel dans certaines régions et départements sanitaires, l'amélioration de l'accueil et la prise en charge des patients, etc.

Quoi qu'il en soit, le Dr Guy-Patrick Obiang Ndong a rassuré les élus du peuple sur la détermination du gouvernement à améliorer notre système sanitaire.

De fait, il a sollicité le vote des députés pour l'octroi d'une enveloppe globale d'un peu plus de cent quarante-huit milliards de francs à son département ministériel.

La régularisation des situations administratives à l'examen à la Primature

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Le Plan d'action 2020-2021 sur la régularisation des situations administratives était à l'examen à la Primature hier, autour de la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda.

Ce tour de table, qui a mobilisé plusieurs membres du gouvernement, s'inscrit dans le cadre des recommandations du Forum de la Fonction publique. Et ledit Plan d'action est relatif au recrutement des diplômés des Écoles nationales, des présalariés de tous les secteurs de l'administration gabonaise, ainsi que les reclassements après stage. Mis en place par le gouvernement, ce Forum de la Fonction publique qui examine de manière précise tous les points discutés avec les syndicats, a pour objectif de réformer et moderniser l'administration. Il s'articule ainsi autour d'un plan de régularisation progressif, et la révision des textes



Photo: DR

La séance de travail sur la régularisation des situations administratives a mobilisé plusieurs membres du gouvernement autour du Premier ministre.

réglementaires. "Nous sommes venus présenter au chef du gouvernement l'état d'avancement du Plan de régularisation des situations administratives", a dit la ministre de la Fonction publique, Madeleine Berre, s'agissant entre autres des recrutements au niveau des Écoles, des présalariés, des reclassements après stage, etc. Et Mme Berre de poursuivre: "Puis nous avons fait un focus sur l'éducation nationale, où nous avons proposé quelques pistes de solutions pour lesquelles nous avons souhaité l'arbitrage du

Premier ministre".

Il ressort de cette séance de travail que le ministère de la Fonction publique devrait communiquer de manière plus large sur cette question.

Soulignons que cette rencontre intervient au moment où presque tous les syndicats du secteur de l'Éducation nationale observent un mouvement de grève. Ces derniers accusent le gouvernement d'immobilisme quant à leurs revendications dont certaines tournent autour des questions de recrutements, de reclassements, etc.